« NOS RÉFLEXIONS ET NOS ACTIONS DOIVENT DEVENIR BEAUCOUP PLUS PROSPECTIVES »

Propos recueillis par *Julien Meyrignac*

Ariella Masboungi, architecte-urbaniste, Grand Prix de l'urbanisme 2016, et Franck Boutté, fondateur de l'agence Franck Boutté Consultants et lauréat du Grand Prix de l'urbanisme 2022, ont cosigné le livre *200 initiatives pour la transition énergétique des territoires*. Ensemble, ils reviennent sur les défis démocratique, politique et transdisciplinaire qu'impose ce changement de paradigme.

Dans le livre *200 initiatives pour la transition énergétique des territoires* que vous avez coécrit, Ariella, avec le concours de Florian Dupont et de l'agence Franck Boutté Consultants, vous évoquiez trois défis : le défi démocratique du rôle des usagers pour agir en faveur d'une transition énergétique jouissive, le défi de la connaissance objective, et enfin le défi politique de la cohérence entre échelles d'actions et de la solidarité des territoires. Jusqu'à présent, dans les discours et les ouvrages, ces défis n'étaient pas abordés dans cet ordre, on commençait par la technique ou le politique. Mais avec la crise et les appels à la sobriété du gouvernement aux citoyens, le défi démocratique devient comme prioritaire…

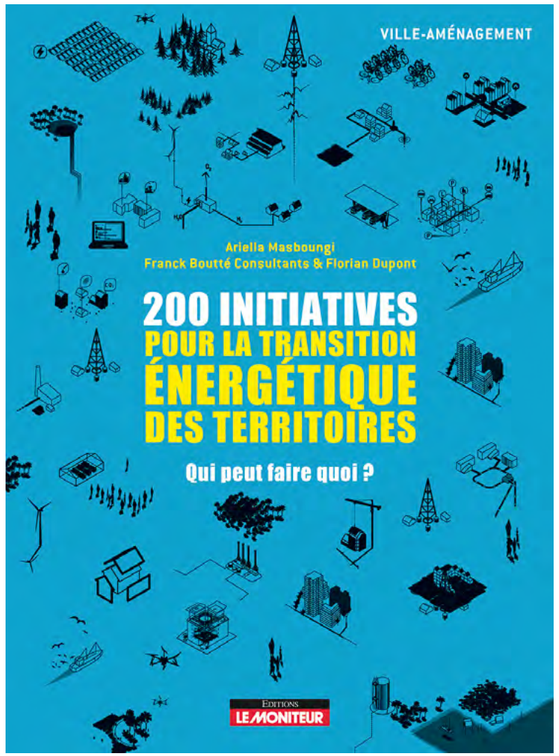
Ariella Masboungi : Absolument. L'ouvrage s'organise par rôle des acteurs et j'ai souhaité commencer par les usagers et leur mobilisation, prenant à rebours le goût français donnant la primauté aux politiques publiques en étant moins à l'écoute des attentes et actions citoyennes. Il était intéressant d'inverser le processus tout en impliquant tous les acteurs en appui sur des expériences réelles, élargies au plan international, car se limiter au cas français est toujours insuffisant. Ce qui est essentiel, ce sont les liens entre ces défis et ces acteurs. Nous insistions également sur l'exigence d'évaluation dans le défi de la connaissance. Toutefois, lorsque la Ville de Grenoble a commandité une évaluation scientifique de l'écoquartier de la Caserne de Bonne montrant les failles relatives des dispositifs énergétiques innovants, *Le Monde* a titré *« Échec de la Caserne de Bonne »* ! Comment oser l'évaluation, source de progrès, qui est toujours une prise de risque dans un tel contexte. Le cas grenoblois a aidé à mettre l'accent sur les comportements des habitants qui, par des usages inappropriés, contrecarraient les performances des dispositifs techniques. Le lien entre connaissance, évaluation et ajustement des expérimentations est essentiel pour progresser sur le lien entre les trois défis.

Franck Boutté : Face à la crise de l'énergie, certains s'étonnent que l'État « mette la pression » sur les citoyens et les entreprises. C'est assez symptomatique du constat que personne n'a envie de faire sa part dans l'histoire. Je n'ai pas l'impression que l'État ne fasse rien, il y a pas mal de choses qui ont avancé et qui avancent sur la question énergétique. La stratégie nationale bas-carbone, par exemple, qui vise une neutralité carbone en 2050, est assez claire et est déjà en place.
Évidemment, c'est un document-cadre, qui pose les questions de l'emboîtement des échelles, de la cohérence entre la stratégie et l'action, du retour du terrain sur des politiques qui peuvent paraître trop descendantes. Pour qu'elles le soient moins, les actions sur les territoires et la mobilisation citoyenne sont fondamentales. Depuis une vingtaine d'années de prise en compte des enjeux environnementaux dans les projets d'aménagement, on a avancé d'abord un peu trop « en silos » en restant beaucoup focalisé sur la seule dimension énergétique, avec l'idée que si l'on allait assez loin sur la réduction des consommations et l'efficacité énergétique on arriverait à éviter le dérèglement climatique. Cette approche plutôt technico-centrée, consistant à corriger pour éviter, a peu mobilisé les citoyens. Nous sommes entrés dans une nouvelle période, qui est celle des projections et des trajectoires : on sait qu'on ne peut pas stopper et encore moins inverser le dérèglement climatique, on ne peut qu'en atténuer la trajectoire. Ce qu'expose le Giec dans ses rapports récents, mais également l'Ademe avec les scénarios pour une société neutre en carbone en 2050, c'est qu'il y a des dynamiques en œuvre sur lesquelles on peut agir en mobilisant des actions globales qui ne passent pas que par des mutations techniques, mais aussi et nécessairement par des changements d'usages et de comportements individuels.
Le spectre des paramètres à prendre en compte ne cesse de s'élargir. Il est très clair désormais que les enjeux écologiques et de développement durable sont systémiques, que les synergies et les effets induits sont extrêmement importants. On doit désormais élaborer les programmes sur des données du futur, des objectifs à atteindre ; nos réflexions et nos actions doivent devenir beaucoup plus prospectives.

« Les mondes sont séparés comme le sont ceux de l'urbanisme et de l'énergie. »
Ariella Masboungi

Il est très important que les citoyens partagent et s'engagent sur ces visions prospectives, et les moyens en la matière manquent un peu. Qui fait de la prospective aujourd'hui ? Essentiellement les scientifiques, également les auteurs de fictions futuristes, cinéastes et écrivains. Les politiques ont du mal à se projeter, les acteurs de la ville peinent également à le faire ; c'est pourquoi les scientifiques, les réalisateurs et les auteurs interpellent plus directement et de façon plus impactante le grand public.

A. M. : Il est malheureusement malaisé de rapprocher chercheurs et praticiens même si c'est essentiel. Leurs mondes sont séparés, comme le sont ceux de l'urbanisme et de l'énergie. Invitée à intervenir aux Rencontres nationales de l'énergie à Bordeaux, j'ai pu constater que c'était un monde qui m'était inconnu et qui s'intéressait fort peu aux questions urbaines. En revanche, j'ai eu la chance de participer à des groupes de recherche américains liés à l'université de Princeton, sous la houlette de Mario Gandelsonas, qui visaient à rapprocher les points de vue : eau et urbanisme, transport et urbanisme, énergie et urbanisme – univers qui se parlent peu et dont la confrontation est féconde pour construire de nouveaux modes de faire.
Prenez les transports, composante essentielle des questions d'énergie : les périmètres des plans de déplacements urbains ne sont pas les mêmes que ceux des schémas de cohérence territoriale, ne mobilisant pas les mêmes services ni les mêmes experts… Or, pour établir des scénarios prospectifs qui se tiennent, il faut que ces mondes se parlent et parviennent à des synthèses.
Autre exemple frappant concernant le défi de la connaissance, quand certains reprochent au gouvernement de ne rien faire face aux crises climatiques et énergétiques, on pourrait citer le « zéro artificialisation nette », me semble-t-il. Et pourtant, le lien entre la lutte contre l'étalement urbain et les économies d'énergie est insuffisamment compris, comme celui entre étalement, sécheresse, incendies… C'est très étrange.



F. B. : La transdisciplinarité est au cœur de mon parcours. Je suis ingénieur et, depuis dix-sept ans, j'œuvre à l'acculturation des professionnels de la ville, les concepteurs avant tout mais également les donneurs d'ordre. J'ai informé et formé des architectes, des urbanistes, des paysagistes, mais aussi des aménageurs, des opérateurs… à penser l'énergie, mais plus largement les enjeux environnementaux, comme des domaines croisant directement ou même entrants dans leur propre discipline.
Il y a de l'énergie embarquée dans les organisations territoriales, dans les structures et les formes urbaines, dans l'aménagement des espaces publics, dans les morphologies bâties, dans les formes architecturales, dans la matière avec laquelle les concepteurs composent. L'emplacement, la morphologie, la matière, la spatialité des objets bâtis déterminent en grande partie, et dans un sens assez large, la notion d'énergie, leur avenir énergétique ; ils devraient être également et inversement déterminés par l'héritage énergétique du milieu dans lequel ils s'installent.

Certaines grandes consultations, comme celle sur le Grand Paris à laquelle j'ai eu l'occasion de participer lors de deux sessions, ont réuni des équipes pluridisciplinaires associant des urbanistes, des architectes, des sociologues, des prospectivistes, des énergéticiens, etc. Cette pluridisciplinarité des équipes et la transdisciplinarité des travaux étaient extrêmement riches. Malheureusement, il n'en est pas resté grand-chose, c'est frustrant et regrettable.

A. M. : Je faisais partie du conseil scientifique de la première consultation et suis un peu moins sévère : sont apparus des scénarios qui intégraient étroitement toutes les dimensions écologiques. Je pense notamment au projet de l'équipe de Richard Rogers qui réorganisait le Grand Paris à partir des transports et de l'énergie, autour de hubs alimentés d'une forme d'énergie renouvelable toujours contextuelle. L'équipe Secchi-Viganò faisait de même en partant de la logique diffuse du territoire.

F. B. : Quand je dis qu'il n'en est pas resté grand-chose, c'est que, malheureusement, de toute cette période de recherche, d'investigation, de cartographie, de prospective, inédite et incroyablement féconde, il est surtout advenu la création de la Société du Grand Paris, à laquelle a été confiée la réalisation du métro automatique du Grand Paris Express, et qui est restée exclusivement concentrée sur cette mission. Ce que l'on comprend vu l'ampleur sans précédent de la tâche, et a, *in fine*, très peu voire pas du tout valorisé les propositions des consultations.

A. M. : Dans un autre contexte, l'équipe AMO (centre de recherche) de Rem Koolhaas a dessiné une véritable utopie urbano-énergético-territoriale montrant l'intérêt des scénarios et démontrant qu'un sujet devient majeur quand il est objet d'utopie. Il s'agit une interconnexion européenne, s'élargissant à l'Afrique, pour mettre en réseau les énergies renouvelables propres à chaque pays – l'eau, le soleil, le vent, etc. – résolvant ainsi l'intermittence de chaque type d'énergie. Cela démontre la nécessaire coopération entre territoires, sujet devenu encore plus crucial avec la crise actuelle.

Il semble qu'on ne manque pas de scénarios : il y a ceux de l'Ademe, de Négawatt, les trajectoires du Giec, les hypothèses du Shift Project… En revanche, on manque de débat sur ces scénarios. Et au niveau de l'État, il n'y a qu'un scénario, celui du « tout-électrique », avec un mix énergies renouvelables-nucléaires, globalement dimensionné par ce dernier. Quelle est la place accordée à la ressource locale, l'expérimentation, l'hybridation des solutions dans cette perspective ?

A. M. : D'où l'intérêt de ces scénarios pour débattre, montrer les alternatives et les réalisations, faire avancer les idées ; ce que nous avons cherché à faire dans les deux ouvrages que j'ai conduits. À cet égard, la dernière publication du collectif Paysages de l'après-pétrole présente des démarches locales européennes au croisement des questions écologiques et énergétiques, démontrant pourquoi l'énergie doit s'inclure dans des stratégies et actions territoriales en lien avec les modes de vie.
Les scénarios globalisants évoqués sont essentiels mais gagneraient à être plus territorialisés. Où se situeront les surfaces gigantesques nécessitées par les nouvelles énergies qui ne peuvent plus trouver place uniquement sur les friches et le micro ? On avait évoqué, dans l'étude « territoires oubliés », en auditionnant Pierre Veltz et Franck Boutté, cette question qui s'adresse d'ailleurs aux implantations nucléaires.
Le programme de développement des énergies renouvelables lancé par le gouvernement n'est pas négligeable et va sans doute se heurter à des formes de refus citoyens pour divers motifs, esthétiques – peu compréhensible pour moi car la laideur des centres commerciaux étalés le long des routes françaises ne gêne personne – ou autres. Le défi politique, encore une fois.

F. B. : J'avais ironisé lors des échanges sur la question des territoires oubliés en évoquant également de façon parallèle « un oubli de la territorialisation ». Il y a en effet des scénarios, mais qui

se révèlent un peu abstraits, faits de courbes, d'histogrammes et de camemberts qui définissent des mix énergétiques potentiels ; mais il n'est quasiment jamais question de l'atterrissage territorial de ces mix. Et tant qu'on ne fait pas ça, le passage à l'action est toujours difficile, voire conflictuel.
L'Europe a révisé à la hausse récemment ses trajectoires de décarbonation avec, en 2030, une réduction de 55 % (par rapport à leur niveau de 1990) des émissions de carbone et une part de 40 % d'énergies renouvelables dans la production énergétique globale. Il s'agit d'objectifs extrêmement ambitieux dans un horizon temporel court. Avec la réduction programmée à court terme des énergies fossiles, inévitable pour tenir l'ambition de 55 %, on est donc dans une séquence dans laquelle les deux familles – énergies renouvelables et nucléaires – vont devoir coexister et se complémenter. Il est temps de sortir des postures idéologiques et d'engager un débat argumenté et posé sur les mix possibles nucléaire et énergies renouvelables.

« L'État devrait constituer un conseil scientifique pluridisciplinaire sur la question énergétique. »
Franck Boutté

Au début de la crise sanitaire, le gouvernement a constitué un conseil scientifique. Je pense que l'État devrait constituer un conseil scientifique pluridisciplinaire sur la question énergétique. Il faut dépasser les formules comme « la fin de l'abondance » ou « la sobriété », et s'appuyer sur ce conseil pour structurer un véritable plan qui dimensionne et localise les enjeux pour les présenter aux parlementaires : de nouvelles centrales nucléaires ? De nouvelles installations de production d'énergies renouvelables ? Combien ? De quel type et de quelle taille ? À quels endroits ? Avec quels impacts sur les territoires ? Avec quels niveaux de servitudes ? En effet, comment envisager l'acceptabilité de ces développements sans ces réflexions et un débat préalable ?

**Cette réflexion est presque plus continentale que nationale. Envisager l'évolution de la production électrique en fonction des besoins au niveau local, régional ou national, cela n'a que très peu de sens. Prenez les biocarburants, on sait très bien qu'en dehors de la grande échelle, la culture dédiée entre très rapidement en concurrence avec l'agriculture vivrière, alimentaire.
Il faut déterminer des grands sites pour développer le nucléaire et les énergies renouvelables ; et peut-être que la question de l'acceptation locale deviendra un critère de choix des sites.**

A. M. : Le débat mérite d'être abordé positivement : plusieurs études évoquent la compatibilité de certaines activités agricoles avec le développement des EnR, qui deviennent des sources de revenus complémentaires. Il me paraît d'autre part utile d'évoquer l'urgence qui paralyse les décisions. On a souvent rejeté les EnR au nom de l'urgence, or le Giec nous dit aujourd'hui qu'il est plus rapide de réaliser des pôles d'EnR que des centrales nucléaires. Le renouvelable ira d'autant plus vite qu'on « simplifiera » les procédures administratives permettant son développement, cela au plan européen. Le défi de la connaissance, j'y reviens, appelle à articuler toutes les données. Par exemple, un des problèmes du nucléaire est la disponibilité d'une eau abondante et la sécheresse qui s'accroît peut être bien handicapante à cet égard, me semble-t-il. Le rôle des urbanistes, que l'on mobilise trop peu sur ces sujets, peut être majeur. Je considère en effet que *« les urbanistes ne sont les spécialistes de rien, mais les spécialistes du lien »*. Or, c'est bien de liens entre les sujets, entre les compétences, entre les territoires qui seraient nécessaires pour aller dans le sens d'une France plus écologique et agréable à vivre. On pourrait rêver d'un « projet France » écologique, urbanistique, social et économique, non abstrait mais territorialisé donnant sens et rôle à la diversité de ses territoires.

F. B. : Cet impératif du lien entre les sujets, les compétences, les territoires qu'évoque Ariella pose aussi la question des échelles pertinentes d'intervention et de la cohérence des actions aux différentes échelles.
Or, dès que l'on identifie une question ou un problème, on est tenté, en particulier en France, de définir un périmètre d'action et de nommer l'instance en charge d'agir à l'intérieur de ce périmètre pour résoudre le problème. Et on fait ça pour chaque question, accumulant et superposant les périmètres et les instances, au risque de ne plus pouvoir agir.
Les questions qui nous sont posées, en tant qu'acteurs des territoires, le sont à l'intérieur d'un périmètre. Et bien sûr, il faut agir à l'intérieur de ce périmètre, apporter des réponses aux enjeux localisés, mais il faut aussi et systématiquement se questionner sur ce qui est en dehors de son périmètre, avec lequel on doit s'établir en bonne intelligence, en complémentarité, en continuité ou en rupture.
Un projet, une action sur un territoire, quelle qu'en soit l'échelle, doit se nourrir de son milieu d'accueil, mais aussi réciproquement nourrir, de façon rétroactive, le milieu dans lequel il a été accueilli. Nous promouvons de longue date cette logique, à l'agence. À l'échelle du bâtiment, cela signifie sortir du périmètre de la parcelle pour prendre en compte les interactions et rétroactions avec le territoire. Dans le cadre d'un projet urbain, d'une opération d'aménagement, cela peut passer par le fait d'établir une péréquation entre le neuf et l'existant : par exemple, profiter de l'arrivée d'un quartier neuf, et des moyens colossaux qu'il mobilise, pour mettre en œuvre un réseau d'énergie qui bénéficie à lui-même mais aussi et surtout aux bâtiments existants qui l'environnent. Cette approche est systémique, on peut remonter toutes les échelles jusqu'au niveau métropolitain, régional, national, supranational.

A. M. : On en revient au défi de la connaissance. Le sujet est éminemment complexe, mais le numérique pourrait nous aider, non à réaliser des *smart cities* mais à vulgariser au sens noble du terme le savoir. Ce serait souhaitable de mobiliser les réseaux

sociaux pour faire passer des messages clairs, simples et pas sophistiqués. La jeunesse est très concernée – jusqu'à l'éco-anxiété – en attente de connaissance objective et de pistes d'espoir pour l'avenir car elle-même est militante. Regardez les étudiants des grandes écoles du plateau de Saclay dont certains refusent que les universités soient financées par les groupes producteurs d'énergies carbonées, mais aussi de s'orienter vers des jobs qui détruisent la planète !

Il est clair que si les situations, les contextes continentaux et nationaux sont très différents sur la question énergétique, en matière de besoins, de filières, de dépendance, la préoccupation environnementale de la jeunesse est un point commun à tous ces pays. Mais la grande difficulté du débat, c'est que les décisions prises aujourd'hui n'ont pas d'effets rétroactifs et porteront leurs fruits sur le temps long. Or, il y a une impatience et des paradoxes – sur le numérique par exemple – dans les expressions de la génération montante.

A. M. : Les temps sont à articuler. Agir de suite, certes, et préparer l'avenir en écartant les temps inutiles, ceux des procédures, des non-décisions, etc. Sur la question de l'énergie, il faut de toute évidence répondre – même symboliquement – à l'urgence, en s'inspirant de l'urbanisme transitoire : faire tout de suite pour gagner du temps de projet, sensibiliser les gens, démontrer par l'exemple… Les modes d'échange avec la société évoluent grandement en France pour coproduire, inventer des programmes inusités et parvenir à une cohésion sociale qui fait de plus en plus défaut. Je suis très admirative à ce titre d'EspaceSuisse, association financée par les pouvoirs publics, qui peut être appelée sur les territoires. Ils interviennent sans projet, prennent connaissance de la situation, débattent avec les habitants, leur font prendre conscience de ce qu'eux veulent. Et de cela émerge une attitude de projet intégrant les questions énergétiques, de transport, la revitalisation urbaine, etc. Cela permet d'agir immédiatement et de préparer les décisions de long terme.
Il faut aussi bien analyser les racines de l'urgence : l'actualité dramatique de cet été – sécheresse, incendies – a créé de la peur, mais cette peur peut disparaître rapidement, pour revenir à *« business as usual »*. Et d'autre part, cela n'est pas facile de développer un discours positif sur la peur, qui génère souvent le rejet. Mieux vaut partir de scénarios positifs mais objectifs qui ouvrent un avenir plus rassurant.

F. B. : Sur la question de l'urgence et du temps de l'action, les citoyens ont l'impression qu'on ne fait jamais assez et jamais assez vite parce que ce que l'on fait semble tout juste répondre aux enjeux du présent, mais pas aux enjeux à venir. Les acteurs sont un peu perdus face aux ambitions à se fixer à moyen et long terme : *« Comment va-t-on vers l'objectif zéro : zéro carbone, zéro énergie, zéro impact, zéro artificialisation ? »* Il n'y a pas de mode d'emploi, pas de chemin critique. Si la valeur zéro apparaît inatteignable aujourd'hui, comment savoir à partir de quel seuil ce que l'on fait est bien ?
Parfois la peur peut nous aider : avec la crise sanitaire, nous avons senti s'opérer des changements chez les donneurs d'ordre ; des dispositions qu'on intégrait difficilement dans les projets, comme la hauteur sous plafond, la faible épaisseur des bâtiments, la ventilation naturelle, l'espace extérieur en plus, etc., sont devenues beaucoup plus acceptables voire évidentes. De même, après l'été 2022, il n'y a plus personne qui dit que le confort d'été ce n'est pas un sujet. Plus 1,6, 2,3 ou même 4 degrés de plus en moyenne en 2100, ça n'inquiète peut-être pas assez, sauf si on explique que ce sont des pointes plus fréquentes entre 40 °C et 45 °C. Le niveau de la mer qui va monter de quelques centimètres, cela peut ne pas paraître si inquiétant, mais transposé en disparation de plusieurs dizaines de mètres de bandes côtières englouties sur des territoires plutôt plats, cela réveille les consciences.
Il faut donner à voir le caractère extrême des situations pour convaincre, en prenant garde de ne pas provoquer une éco-anxiété trop grande qui pourrait conduire à renoncer à l'action.

Si les scénarios peuvent générer de la peur, les objectifs génèrent souvent de la perplexité. Prenons par exemple la rénovation énergétique des bâtiments : on fixe un horizon qui est juste un Everest, techniquement, économiquement, financièrement. Au cumul du neuf et de l'ancien, je crois que nous sommes à peu près à 1 % des constructions qui sont BBC[1] ou équivalent en France, qui est l'objectif fixé à 2050. N'est-ce pas contreproductif de fixer des objectifs qui ne sont pas fondés ou expliqués, et surtout inatteignables ?

A. M. : Il en a été de même pour le « zéro artificialisation nette » à propos duquel j'avais réagi en considérant que c'est comme si on demandait à un obèse de devenir anorexique. Mais cela donne un cap. La rénovation s'impose certes mais elle est terriblement complexe sur le plan administratif et juridique, mais aussi au plan des métiers nécessaires à cet objectif, aujourd'hui indisponibles. Il est indispensable de fixer des objectifs, et des objectifs ambitieux ; mais il faudrait tracer le chemin, évoquer les obstacles et rappeler ce que chacun est supposé faire à chaque étape. Et surtout, il ne faut pas craindre de corriger les objectifs en cours de route.

F. B. : J'aime bien cette phrase d'Edgar Morin : *« Un système pour avoir des chances de perdurer doit embarquer ses propres actions correctrices. »* Qui dit corriger dit évaluer, et partager ces analyses pour pouvoir ajuster le cap au fil de l'eau. Pour cela, il faut un nouveau pacte de confiance entre le politique qui doit accepter la transparence de la communication, et les citoyens qui doivent adopter des postures constructives. On constate plutôt l'inverse aujourd'hui avec des réticences à communiquer et une sorte de démocratie inversée sur les réseaux sociaux qui sape les intentions et initiatives politiques.

Pour revenir aux objectifs de rénovation énergétique : la construction neuve représente à peu près 1 % de renouvellement par an du parc existant. 300 000 logements sur 30 millions, c'est à la fois très peu et beaucoup. Mais chaque mètre carré du neuf a une intensité énergétique de 50 kWh par mètre carré ; alors que l'intensité du mètre carré de l'existant se situe entre 250 et

500 kWh. De ce fait, le levier énergétique de la construction neuve ne représente par an que 0,1 à 0,2 % du problème énergétique dans les bâtiments. Jusqu'à récemment on a consacré 99,99 % des moyens sur 0,1 % du problème, on a fait de la suroptimisation d'un gisement marginal. Il est plus efficient de viser un gain a priori faible de 15 à 20 % sur 99 % du parc, plutôt que de 80 % sur le 1 % du neuf. Un gain de 15 à 20 % sur l'existant, c'est un objectif réaliste. À la condition de pouvoir généraliser le diagnostic de bâtiment et la façon dont il est habité. Ce gain pourrait être envisagé avec très peu d'interventions, améliorer quelques dispositions, corriger quelques défauts d'usage. Ce diagnostic pourrait être pris en charge partiellement ou totalement par l'État.

Dans votre ouvrage, vous interpelliez les aménageurs en les invitant à devenir des aménageurs-énergéticiens. Aux rencontres du Club Ville Aménagement, en juin dernier à Clermont-Ferrand, sobriété et transitions étaient au centre des débats…

A. M. : Les aménageurs ont beaucoup progressé en ce qui concerne leurs opérations mais ils pourraient être plus proactifs, sortir de leur champ d'action trop limité, de leurs missions habituelles et de leurs territoires trop périmétrés. Certains le font et sont initiateurs montrant, l'exemple à d'autres.

F. B. : Je trouve que les programmes d'aménagement qui sont présentés actuellement commencent à démontrer une vraie maturité dans la prise en compte des problématiques environnementales au sens large.
Les aménageurs sont en train de devenir très bons, mais malheureusement sur des périmètres qui sont très limités. On en revient à la suroptimisation d'un gisement marginal portant surtout sur le neuf. Il faut que les aménageurs s'attaquent à l'ancien, sortent des logiques d'opérations et de leurs périmètres pour faire effet de levier sur les territoires voisins, c'est un des défis posés.

A. M. : C'est par les initiatives et l'expérimentation qu'on nourrit les politiques publiques : en osant des territoires, en osant des programmes, en osant la réhabilitation… En diversifiant leurs interventions, en mettant davantage l'action sur le réusage et en devenant des acteurs de référence, les aménageurs peuvent en effet avoir un rôle moteur.

F. B. : La territorialisation me paraît être le cœur du sujet. Elle permet de donner une consistance, d'ancrer des sujets qui sont un peu abstraits. Ce n'est que par son prisme que les dimensions sociales et sociétales peuvent être pleinement intégrées.
S'il y a un enjeu de territorialisation, il y a aussi un enjeu de représentation. Une partie des enjeux énergétiques et climatiques – principalement ceux liés aux besoins et donc à la sobriété – sont de l'ordre de l'invisible. Cela est vrai pour l'énergie, mais également pour le carbone, les dimensions multiples de la santé et du confort. Il faut être capable de décrire, de représenter et de localiser les enjeux avec justesse, parce qu'on ne peut pas faire société de quelque chose que l'on ne peut pas nommer, voir, comprendre, s'approprier. Pour dépasser les expressions caricaturales de la transition énergétique et écologique, il est nécessaire de donner à voir l'invisible, de territorialiser les engagements et les ambitions.

BIOS EXPRESS

Photo : D.R.

Ariella Masboungi, architecte-urbaniste, a dirigé le Grand Prix de l'urbanisme et les ateliers Projet urbain auprès du ministère chargé de l'urbanisme. Elle est autrice d'ouvrages dont *Le Plaisir de l'urbanisme*, à l'occasion de son Grand Prix de l'urbanisme en 2016, et *La Ville pas chiante* (2021).

Photo : Thierry Ledé

Franck Boutté, lauréat du Grand Prix de l'urbanisme 2022, est fondateur et président de l'atelier d'ingénierie de la ville durable Franck Boutté Consultants. Ingénieur civil des Ponts et Chaussées de formation, il promeut l'exploration transdisciplinaire des problématiques environnementales et de développement durable.

A. M. : Il y a une expression de David Mangin que j'aime beaucoup et qu'il a formulée dans le cadre de la consultation sur le Grand Paris : *« Rendre ordinaire l'extraordinaire. »* La réalisation exceptionnelle devrait avoir pour but de nourrir les productions ordinaires. Par ailleurs, de manière moins positive, les évènements extraordinaires vont devenir notre ordinaire, et nous devons en prendre acte. Cela pousse à mieux croiser les savoirs, renouveler les méthodes, les procédures pour travailler sur le territoire, faire évoluer les modes de faire, le dialogue social, l'implication de la société… L'urbanisme, souvent ignoré des questions écologiques, a un rôle majeur à jouer, en se renouvelant à l'écoute des nouveaux acteurs émergents et des initiatives d'acteurs moins traditionnels, sans doute plus créatifs et en prise sur les questions contemporaines.

F. B. : J'aime cette idée de nourrir l'ordinaire de l'extraordinaire. Elle me fait penser à cette phrase de Paul Langevin, physicien, philosophe des sciences, né à la fin du XIXe siècle : *« Le concret, c'est l'abstrait rendu familier par l'usage. »*

Cela ressemble en effet à une possible feuille de route pour les urbanistes. ▬

1/ *Bâtiment basse consommation.*